

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 6180 M^e

Jardins ouvriers.

Service Central :

Commutation d'Agent.

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Agents de la S.N.C.F. adhérents des "jardins du Cheminot,"
peuvent-ils se maintenir en jouissance jusqu'à la fin
des hostilités, malgré des congés réguliers ?

Références :

Observations :

D^e N° 6.180 M^e ; Aff. :

Paris, 11 juillet 2

45 rue Saint-Lazare

SJ

6180^{Me}

Monsieur,

1 dossier

En réponse à votre lettre du 2 juillet, j'ai l'honneur de vous informer qu'en matière de jardins ouvriers, le congé doit, pour être valable, être donné avant le 1^{er} mai (art. 8 de la loi du 31 octobre 1941). Or, les deux congés signifiés à MM. PERRET et RORIVE, adhérents à votre groupement, sont, l'un et l'autre, datés du 1^{er} mai 1942; d'autre part, il résulte du cachet figurant sur les enveloppes de ces lettres recommandées, qu'elles n'ont été mises à la poste que le 4 juin dernier. Les congés ainsi donnés sont donc tardifs et inopérants pour l'année en cours. Ils sont, par contre, pleinement efficaces pour le 1^{er} novembre 1943, date jusqu'à laquelle le propriétaire déclare du reste "tolérer" que MM. PERRET et RORIVE "occupent encore" les jardins dont ils sont locataires.

Ceux-ci seraient, par ailleurs, fondés à se prévaloir, avant le 1^{er} novembre 1943, des dispositions de l'art. 13 de la loi du 31 octobre 1941, aux termes duquel: "jusqu'au décret fixant la cessation des hostilités, les locataires de jardins ouvriers ou familiaux, sous réserve qu'ils exploitent effectivement le terrain, peuvent obtenir du juge de paix leur maintien en jouissance, année par année, à dater du jour de l'expiration de la convention".

Je serais donc d'avis que MM. PERRET et RORIVE avertissent leur propriétaire qu'ils considèrent les congés reçus comme tardifs pour l'année en cours, et qu'ils ont, au surplus, l'intention de bénéficier de la disposition précitée et de saisir, quelque temps avant la date d'échéance des dits congés, le juge de paix, par voie de déclaration

Monsieur CHANTET,
inspecteur Divisionnaire - Division
commerciale, Région Sud-Est,
résident du Comité Régional Sud-Est
du "Jardin du Cheminot".

au Greffe, de leur demande de prorogation.

J'ajoute que si le juge de paix estimait ne pas devoir faire droit à cette demande de prorogation et si le propriétaire rentrait, par suite, en possession des terrains loués, des indemnités pourraient, en pareil cas, être dues aux locataires, à raison de la plus-value apportée aux fonds. Cette indemnité, prévue par l'art. 10 de la loi, serait, à défaut d'accord amiable, fixée par le juge de paix; elle tiendrait compte de l'ancienneté de la mise en culture, des frais de premier établissement et de tous éléments utiles.

Lorsqu'il y aura lieu de saisir le Juge de Paix, MM. PERRET et RORIVE pourront s'adresser à mon Service qui les conseillera bien volontiers au cours de la procédure.

Votre tout dévoué

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé : Aurange.

Monsieur Chantet,

Inspecteur Divisionnaire - Division Commerciale.

Région Sud-Est.

Président du Comité Régional Sud-Est
du "Jardin du Cheminot."

En réponse à votre lettre du 2 Juillet, j'ai l'honneur

de vous informer qu'en matière de jardins ouvriers, le congé
dont, pour être valable, être donné avant le 1^{er} mai (art. 8 de
la loi du 31 Octobre 1941). Or, les deux congés signifiés àM. M. Perret et Rorive, adhérents à votre groupement, sont,
l'un et l'autre, datés du 1^{er} mai ¹⁹⁴² ~~les congés signifiés dans~~

insuffisants pour l'année en cours. Ils sont, par contre,

pleinement efficaces pour le 1^{er} novembre 1943, date jusqu'à
laquelle le propriétaire déclare ^{du reste} "tolérer" que M. M. Perret et

Rorive "occupent encore" les jardins dont ils sont locataires.

Ceux-ci seraient, ~~conservés~~ ^{par ailleurs}, forcés à se prévaloir desdispositions de l'art. 13 de la loi du 31 Octobre 1941, aux
termes duquel : "jusqu'au décret fixant la cessation des
"hostilités, les locataires de jardins ouvriers ou familiaux, sous
"réserve qu'ils exploitent effectivement le terrain, peuvent
"obtenir du juge de paix leur maintien en jouissance, année
"par année, à dater du jour de l'expiration de la convention."

M. M. Perret et Rorive

Je serais donc d'avis que M. M. Perret et Rorive

avertissent leur propriétaire ^{de l'intention de se prévaloir} ~~de l'intention de se prévaloir~~beneficiers de la disposition précitée, et ^{de saisir} ~~de saisir~~ quelque temps avantla date d'expiration desdits congés, ~~ils saisissent~~ le juge de paix,

par voie de déclaration au greffe, de leur demande de prorogation.

- 1 dossier -

d'autre part, il résulte
du cachet figurant sur les
enveloppes de ces lettres
recommandées, qu'elles n'ont
été mises à la poste que le
4 juin dernier. Les congés
ainsi donnés sont donc
tardifs et %

avant le 1^{er} novembre 1943

qu'ils considèrent les
congés reçus comme tardifs
pour l'année en cours,
et qu'ils ont, au surplus,

812

y'ajoute que si le juge de paix estimant ne pas devoir faire
 droit à cette demande ^{de prorogation} et si le propriétaire rentrant, par suite,
 en possession des terrains loués, des indemnités bourraient, en
 pareil cas, être dues aux locataires, à raison de la plus-value
 apportée aux fonds. Cette indemnité, prévue par l'art. 10
 de la loi, sera, à défaut d'accord amiable, fixée par le juge
 de paix; elle tiendra compte de l'ancienneté de la mise en
 culture, des frais de premier établissement et de tous éléments
 utiles.

Je prie le juge de paix de bien vouloir
 faire droit à cette demande et de lui
 accorder la somme de 100 francs
 pour les frais de procédure.
 Fait à Paris le 17 mai 1900
 Le Chef du C.

6180 M



LE JARDIN DU CHEMINOT

Section agricole de

LA SANTE DE LA FAMILLE

CENTRE NATIONAL DE JARDINS OUVRIERS

(reconnu par arrêté du 4 Février 1941 de M. le MINISTRE de l'AGRICULTURE)

Des fleurs, des corbeilles, mais surtout des légumes !



Téléphone : TRINITE 34-41

Siège Social : 1, Impasse d'Amsterdam - PARIS (8°)

COMPTE CHÈQUES POSTAUX C. 1656-59

Paris, le 2 juillet

1942

Monsieur Aurenge
Chef du Service des Contentieux

Monsieur le Chef de Service,

Vous avez bien voulu examiner récemment, sur la demande de M. Leger, la note qui pouvait être donnée à une contestation s'étant élevée entre un propriétaire de terrain, loué en jardins ouvriers, et des Agents de notre Société, membres de notre groupement, locataires de ces terrains.

Deux adhérents du Jardin du Cheminot viennent de recevoir copie dans les règles, mais nous demandent rien en vertu des dispositions de la loi sur les jardins ouvriers, il leur est possible de rester en jouissance jusqu'à la fin des hostilités.

M. Leger, Président Général de notre Association, étant absent jusqu'au 14 juillet, pour éviter tout retard dans l'examen de cette affaire, je me permets de vous communiquer le dossier, en vous demandant de bien le faire examiner par vos Services, et m'indiquer ce que les intéressés doivent faire et si vos Services pourraient défendre leurs intérêts dans le cas où il serait nécessaire de porter l'affaire devant la juridiction compétente.

En vous exprimant par avance mes bien vifs remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef de Service, l'assurance de mes sentiments respectueux.

[Signature]

Chartet
Inspection Départementale - Division Commerciale
Région Sud Est.
Président du Comité Régional Sud Est
du Jardin du Cheminot.